

12 Juin 1954

Les diplomates américains ont toujours pensé que la Conférence de Genève n'était pour les Soviets qu'un moyen pour donner à leur propagande une publicité élargie grâce aux journalistes chargés de la répandre, de démoraliser le corps expéditionnaire français par l'attente d'un armistice et de prendre entre temps des gages militaires multiples. Les premières séances de la septième semaine semblent donner raison à cette appréciation. Rien de concret n'est apparu jusqu'ici qui puisse faire espérer un accord ; M. Eden en est pour ses frais et M. Bidault de sa patience. L'affaire cependant n'est pas terminée et des rebondissements demeurent possibles. Un fait est clair : Molotov est revenu de son voyage à Moscou plus intransigeant qu'il ne le paraissait avant : l'objectif immédiat semble être la chute de Bidault et une crise intérieure française.

Les conséquences d'un échec à Genève.

L'échec de la Conférence de Genève serait grave, non seulement pour les Alliés, mais aussi pour les communistes. Bon gré, mal gré, les Anglais seraient obligés de rejoindre le bloc occidental dans sa politique asiatique et le conflit indochinois serait internationalisé. La guerre en Asie prendrait une ampleur qu'il ne serait sans doute pas facile de limiter. Est-ce cela vraiment que veulent Chinois et Russes ? C'est possible, mais encore incertain.

Confusion à Washington.

La politique américaine demeure confuse malgré l'abondance habituelle des déclarations. On ne sait pas ce que les Américains, pas plus que les Russes veulent ou attendent, mais tandis que ceux-là le savent, les Américains sont partagés. Les derniers propos de M. Dulles sont nettement réticents à l'égard d'une intervention en Indochine ; à les prendre à la lettre on conclut que cette intervention n'aurait lieu qu'en cas d'attaque des Chinois directe et ouverte. Ce qui n'a pas de sens, car ceux-ci n'ont aucune raison de le faire. Par ailleurs Dulles n'entend pas qu'une intervention américaine soit unilatérale, c'est à dire en dehors des Anglais et peut-être de l'O.N.U. comme en Corée, ce qui laisserait entendre que les Français en Indochine se tireraient d'affaire seuls, avec un appui purement technique et financier. Il ressort évidemment du dernier état de la situation militaire que dans ces conditions notre défaite serait certaine et sans doute rapide ; la défection des Vietnamiens précipiterait la catastrophe et l'alliance atlantique, après un tel désastre ne serait plus qu'une façade.

Il est peu probable que les déclarations de Dulles traduisent la véritable pensée de la Maison Blanche. Dulles n'a-t-il pas voulu ainsi pousser les communistes à l'intransigeance et faire échouer une conférence dont il n'augure rien que de fâcheux.

Une solution négociée est-elle souhaitable ?

Les Etats-Unis pensent — et ils ne sont pas les seuls — qu'une solution négociée, si par miracle il en sortait une de Genève, serait peut-être, en dernière analyse, pire qu'une hostilité ouverte. Par le moyen d'une trêve, les Sino-Russes seraient plus près de leur but que par les armes. C'est d'ailleurs ce qui nous faisait croire qu'après une réédition de Pan Mun Jom, ils en viendraient à un armistice du type coréen.

Dans l'intérêt strictement français, un armistice serait peut-être préférable à la poursuite de la guerre internationalisée. Encore est-il difficile — toute considération humaine mise à part comme on est bien obligé de le faire en politique — de déterminer ce qui vaut mieux d'une paix précaire ou d'une guerre dont nous ne serions plus qu'un élément et non le principal. Si l'on s'abstrait de toute passion politique, de tout epréoccupation idéologique, et qu'on pèse le pour et le contre, non plus dans l'immédiat mais à long terme on peut être enclin à penser que plus tôt la « Showdown » sera déclaré, plus on a de chances de limiter la guerre. Car du train où iraient les choses, si l'Asie du Sud-Est succombait on n'éviterait pas une troisième guerre mondiale et le terme de deux ou trois ans envisagé par certains commentateurs paraît vraisemblable. Peut-être l'éviterait-on par contre, si les rouges subissaient un revers décisif en Asie.

L'alliance balkanique.

En dehors de ce douloureux problème, il ne faut pas négliger des faits importants.

L'alliance balkanique d'abord ; le voyage spectaculaire de Tito à Athènes et le passage dans cette ville du Premier turc Manderès, retour de Washington, aussitôt après le départ de Tito consacrent une nouvelle soudure de l'alliance occidentale en Méditerranée. Alliance qui suppose un accord final sur Trieste qui paraît bien assuré. Rien ne serait possible sans une réconciliation italo-yougoslave autour du problème enfin résolu du territoire libre. Les Etats-Unis qui sont évidemment derrière ces pourparlers sont arrivés à fermer le cercle qui va du Pakistan à l'Espagne. Il faut bien comprendre la portée de l'accord tripartite Turco-Gréco-Yougoslave ; alliance militaire et même plus ; une C.E.D. balkanique et un projet — de principe s'entend — d'une communauté politique du même type que la communauté européenne des six telle qu'on la conçoit à l'Assemblée de Strasbourg. Quand on songe aux différences ethniques, économiques et sociales qui séparent Turcs, Grecs et Yougoslaves, on ne peut se défendre de scepticisme. On a sans doute tort. Il est peut-être plus facile d'unir des pays dont la structure est encore mal définie et les assises mouvantes, disons sans donner à ce mot rien de péjoratif — arriérés — que de réunir dans

une fédération des pays hautement évolués où les intérêts particuliers sont depuis longtemps cristallisés, où l'opinion a des préjugés séculaires qui savent se faire entendre.

Les conséquences pour la C.E.D. et l'Allemagne.

Quoi qu'il en soit le succès, ne fut-il que théorique, de ce nouveau bloc européen doit nous donner à réfléchir, à nous Français et surtout aux adversaires de la C.E.D. On ne peut passer sous silence l'évolution récente de l'opinion en Allemagne. Un député libéral, Pfeleiderer, s'est fait récemment le champion d'une politique de contacts sinon de rapprochement avec l'Union Soviétique. L'Allemagne de l'Ouest s'impatiente. Sa force grandit, son économie est pleinement rétablie. Elle aspire à prendre la place qui lui revient et ne supportera pas indéfiniment que la voie d'une incorporation à l'Ouest avec droits égaux ne lui soit pas reconnue.

Une caricature.

Une récente caricature allemande parue dans l'organe de la grande industrie nous a frappés et inquiétés : on y voit un grand aigle allemand dont la tête est tournée vers l'Ouest. M. Pfeleiderer est en train de s'en saisir pour la tourner vers l'Est est Adenauer retient le député libéral par la manche en lui disant : « Non, Pfeleiderer, ce n'est pas à toi de faire cela. » Ce qui n'exclut pas qu'un autre doive un jour le faire semble penser le caricaturiste. Ce jour là n'est pas proche et n'est pas même pour le moment convenable. Mais la marche des événements est rapide. L'Allemagne sait que si elle se fournait vers les Soviets ceux-ci deviendraient les plus forts. C'en serait fait de l'Europe, de l'Angleterre et même des Etats-Unis. La civilisation occidentale ne résisterait pas à un tel déplacement de puissance.

Il est temps, grand temps d'en finir avec les chicanes et les tergiversations et les délais perpétuels. Il serait tout de même éffrayant de penser que la C.E.D. et l'Union Européenne peuvent être mis en échec jusqu'en 1956 par un groupe de députés qui n'a presque plus d'électeurs en France, par un parti qui n'ose même plus présenter de candidats dans un département où il eut en 1951, trois élus. Est-ce là la démocratie ? Il semble heureusement que l'opinion évolue, l'accord sur la Sarre est pratiquement acquis. Sans doute en reculera-t-on quelque peu l'annonce pour des raisons tactiques tant que la question indochinoise demeurera dans la balance, mais quelles que soient les réserves qu'on peut faire sur les accords de Bonn et de Paris — et il y en a — l'intérêt supérieur du pays exige qu'on choisisse — en s'y ralliant — le moindre mal. Ce qui est toujours la clef d'une bonne politique.